

Le Royaume-Uni et l'Union européenne,
six ans après le Brexit

Irak : entre reconstruction et fragilités

Retour sur la tragédie de Smyrne (1922)

Insécurité en Asie

Les grandes manœuvres



N° 136 - Avril-mai 2026

Sommaire

Parade de l'armée sud-coréenne à Séoul. © Kim Jae-hwan/AFP/2007



Dossier

Insécurité en Asie

Les grandes manœuvres

4 Ouverture – À l'ombre de la rivalité sino-américaine
Serge Sur

12 La stratégie de puissance de la Chine
Jean-Pierre Cabestan

25 Taïwan et les mers de Chine, le centre du monde
Charles-Emmanuel Detry

36 Péninsule coréenne : un désintérêt diplomatique dommageable
Théo Clément

46 La rivalité sino-américaine au cœur de la course aux armements en Asie
Yves Boyer

60 Les (dés)équilibres nucléaires en Asie
Tom Abram

72 Le Japon : nouvel acteur stratégique dans l'Indo-Pacifique

Céline Pajon

83 Tensions dans les Ryūkyū. Face à la Chine, le Japon militarise l'archipel du Sud-Ouest

Jean-Paul Burdy

94 Asie du Sud-Est : la sécurité en équilibre

Sophie Boisseau du Rocher

105 La Russie, acteur périphérique en Asie

Isabelle Facon

Et les contributions de

*François-Xavier Bonnet (p. 56),
Juliette Bourdin (p. 21),
Christine Cabasset (p. 101),
Yves Duchère (p. 68),
Thibault Fournol (p. 90),
Amaury Lorin (p. 80),
Simon Menet (p. 43),
Eugénie Mérieau (p. 32)
et Marianne Péron-Doise (p. 111).*

Questions européennes

115 Le Royaume-Uni et l'Union européenne : un partenaire toujours ambigu

Thibaud Harrois

Regards sur le monde

121 L'Irak, entre reconstruction et vulnérabilités persistantes

Myriam Benraad

Histoires de Questions internationales

128 Les massacres et l'incendie de Smyrne (1922). Entre mémoire et droit international contemporain

Naïm Al-Chami

Liste des cartes et encadrés

Abstracts

135 et 136

La stratégie de puissance de la Chine

Jean-Pierre Cabestan

est directeur de recherche émérite au CNRS et chercheur à Asia Centre, à Paris.

La Chine veut devenir la première puissance mondiale, reprendre Taïwan, et dominer les mers de Chine méridionale et orientale. Il n'y a plus guère de doute sur ses intentions. Cela ne veut pas dire qu'elle entend copier les États-Unis dans tous les domaines, en offrant une garantie de sécurité à des pays en quête de protection ou en se dotant de bases militaires outre-mer. Davantage encore sous Xi Jinping que sous ses prédécesseurs, la République populaire veut réunifier la patrie et dépasser la première grande puissance établie. Elle compte ravir cette place non seulement dans les domaines économique, technologique et diplomatique mais aussi, ce qui est plus récent, sur les plans militaire et idéologique. Sous couvert de promouvoir la multipolarité, son projet est donc fondamentalement déstabilisateur.

La stratégie de puissance de la direction du Parti communiste chinois (PCC), et donc de la République populaire, s'articule autour de quelques idées simples : d'abord, maintenir et même consolider le monopole du Parti-État sur la sphère politique et l'organisation économico-technologique du pays ; ensuite, mobiliser en priorité ses moyens économiques, financiers et diplomatiques pour accroître son influence internationale ; moderniser et renforcer l'Armée populaire de libération (APL), non pour se lancer dans une opération militaire contre Taïwan et *a fortiori* contre ses voisins mais afin d'asseoir sa domination sur le Pacifique occidental et mieux sécuriser ses intérêts au-delà de son environnement régional ; enfin, améliorer, autant que faire se peut, sa « puissance douce » (*soft power*) en mettant en avant à la fois sa réussite économique et son mode de gouvernance autoritaire, dans le but de gagner à sa cause le plus grand nombre de pays, et avant tout ceux du « Sud global ».

Un État-Parti modernisateur et répressif

La stratégie de puissance de la Chine est d'abord fondée sur la notion de *fugiang*, ce lien indéfectible entre la richesse (*fu*) et la force (*qiang*) mis en avant dès la fin de l'Empire mandchou par les modernisateurs chinois dans le but de mieux défendre leur pays face aux visées impérialistes occidentales et japonaises. Reprise par le Guomindang, le Parti nationaliste de Sun Yat-sen (1866-1925) et de Chiang Kai-shek (1887-1975), puis le PC chinois, cette idéologie privilégie le renforcement de l'État par rapport aux droits des citoyens, le rôle du parti dirigeant par rapport à l'ordre constitutionnel. Mao Zedong (1893-1976) et surtout ses successeurs, en particulier Deng Xiaoping (1904-1997), n'ont pas inventé le développement autoritaire. Mais contrairement à Taïwan, qui à la fin des années 1980 a bifurqué vers la démocratie, la République populaire est restée foncièrement



↑ Xi Jinping, le président chinois, entre ses homologues russe, Vladimir Poutine, et nord-coréen, Kim Jong-un, sur la place Tian'anmen, à Pékin, le 3 septembre 2025, à l'occasion du défilé militaire célébrant le 80^e anniversaire de la victoire sur le Japon et la fin de la Seconde Guerre mondiale. © Sergey Bobylev/AFP

attachée à une stratégie qui, seule à ses yeux, peut permettre la modernisation et la montée en puissance de la Chine.

Force est d'admettre que cette stratégie a payé : tout en bâillonnant une opposition démocratique au demeurant relativement faible, le PCC est parvenu en trente ans (1980-2010) à faire de la Chine la deuxième puissance économique du monde. Aujourd'hui, son produit intérieur brut (PIB) nominal frise 19 400 milliards de dollars, derrière les États-Unis (30 620 milliards) mais loin devant l'Allemagne (5 010 milliards), l'Inde (4 190 milliards) et le Japon (4 180 milliards).

Sur le plan technologique, les progrès sont encore plus impressionnants. Globalement, les États-Unis conservent une longueur d'avance, mais dans plusieurs secteurs, dont les semi-

conducteurs et l'intelligence artificielle (IA), grâce aux larges subsides distribués par l'État, la Chine est devenue leader dans un certain nombre de domaines – dont les communications quantiques, les technologies hypersoniques et les batteries au lithium.

En outre, la République populaire investit énormément en recherche et développement – par l'intermédiaire de 2 000 fonds publics auxquels ont été alloués près de 1 800 milliards de dollars en 2024 – afin justement de rattraper son retard, notamment pour ce qui concerne les semi-conducteurs les plus sophistiqués. La Chine forme désormais chaque année sept fois plus d'ingénieurs que les États-Unis (1,4 million, contre 200 000 en 2024) et dépose trois fois plus de brevets (un million, contre 320 000). Les rapides progrès récemment enregistrés par les constructeurs chinois dans la fabrication et la commercialisation des véhicules électriques, ainsi que le lancement, au début de l'année 2025, de DeepSeek, un accès libre à l'IA, montrent

Le Japon : nouvel acteur stratégique dans l'Indo-Pacifique

Céline Pajon

est chercheuse, spécialiste du Japon et de l'Indo-Pacifique à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Confronté à un triple front autoritaire et nucléaire incarné par la Chine, la Russie et la Corée du Nord, ainsi qu'aux attermoissements de son allié américain, le Japon accélère la normalisation de sa posture de défense. Il investit massivement dans ses capacités militaires et assouplit ses contraintes politico-juridiques afin de mieux assurer sa propre protection, mais aussi de s'affirmer comme un partenaire de sécurité central, crédible et recherché, en Asie comme au-delà. La rhétorique désormais assumée de la Première ministre Sanae Takaichi à l'égard de Pékin illustre cette bascule stratégique.

En 2026, le Japon va réactualiser sa stratégie de sécurité nationale, déjà révisée en décembre 2022. Le contexte régional de sécurité s'est en effet encore fortement dégradé pour Tokyo, qui se retrouve face à un triple front autoritaire et nucléaire dont la solidarité s'approfondit, laissant craindre une coordination aux implications dramatiques pour l'archipel.

Dans le même temps, la tendance de fond qui voit les États-Unis se refermer sur des intérêts nationaux de plus en plus étroitement définis s'accroît. L'approche résolument transactionnelle et cynique de la seconde administration Trump incite Tokyo à accélérer les investissements dans ses capacités de défense afin accroître sa contribution à l'alliance de sécurité qui le lie aux États-Unis et de rééquilibrer les rôles en son sein.

Cet effort s'accompagne de démarches résolues pour diversifier ses partenaires de sécurité, et tenter de maintenir les conditions d'un espace indo-pacifique libre et ouvert. Au-delà de sa propre défense, le Japon est ainsi

devenu un fournisseur de sécurité en Asie et un partenaire stratégique incontournable, y compris pour les Européens.

La menace d'un conflit sans précédent

Les tensions s'intensifient entre le Japon et ses voisins chinois, russe et nord-coréen, alors que la guerre en Ukraine ravive la crainte qu'un conflit ouvert éclate en Asie.

La Chine, risque n° 1

La Chine, qui menace l'intégrité territoriale de l'archipel, constitue le risque sécuritaire prioritaire du Japon. Des bâtiments chinois patrouillent en effet depuis 2012, et désormais de manière quasi permanente, dans les eaux contiguës des îles Senkaku, en mer de Chine orientale¹. Pékin

¹ « Trends in China Coast Guard and Other Vessels in the Waters Surrounding the Senkaku Islands, and Japan's Response », ministère japonais des Affaires étrangères, 1^{er} janvier 2026, www.mofa.go.jp/region/page23e_000021.html.



cherche ainsi à remettre en question le contrôle japonais sur ces îlots qu'il revendique. Ces incursions, menées par les garde-côtes ou des pêcheurs plutôt que par l'armée chinoise, relèvent d'une tactique de « zone grise » (*grey zone tactic*), difficile à maîtriser sans risquer une escalade militaire. Cette stratégie d'érosion du *statu quo* s'accompagne d'incursions navales et aériennes régulières, faisant peser une pression constante sur les forces d'autodéfense (FAD) japonaises.

Alors qu'en 2000 les budgets de défense nippon et chinois étaient équivalents, en 2020 Pékin investit quatre fois plus que Tokyo dans sa défense, remettant fondamentalement en cause le rapport de force, et la capacité de dissuasion nipponne. La stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy, NSS) de 2022 qualifie ainsi la Chine de « défi stratégique sans précédent ».

En 2024 et 2025, l'intensification des projections navales et aériennes chinoises dans le Pacifique s'est accompagnée d'une fréquence

↑ Le 28 octobre 2025, la Première ministre japonaise Sanae Takaichi pose entourée de soldats américains appartenant au porte-avions *USS George Washington* faisant escale à la base navale de Yokosuka, au Japon.

© Andrew Harnik/Getty Images via AFP

accrue des passages dans les détroits de Soya (ou de La Pérouse), de Tsugaru, de Miyako et de Tsushima, ceinturant l'archipel japonais. Les provocations se multiplient : intrusions dans les espaces maritimes et aériens japonais en août 2024, premier passage d'un porte-avions chinois entre Yonaguni et Iriomote, installation d'une bouée de surveillance dans la zone économique exclusive (ZEE) japonaise en novembre 2024, puis déploiement simultané inédit de deux porte-avions chinois dans le Pacifique en juin 2025.

Parallèlement, l'intensification des activités militaires chinoises dans le détroit de Taïwan, notamment les exercices de grande ampleur à la fin de décembre 2025, alimente les craintes de mesures de coercition, d'un blocus naval ou même d'une attaque militaire qui

Liste des cartes et graphiques

L'Asie	p. 7
La richesse des pays d'Asie (2024)	p. 9
La croissance des PIB chinois et américain (1960-2024)	p. 15
Les nouvelles routes de la soie	p. 17
La stratégie maritime chinoise du « collier de perles »	p. 19
Taïwan et les mers de Chine	p. 29
La péninsule coréenne à l'heure de la nouvelle alliance russo-nord-coréenne : divisée à jamais ?	p. 39
Part des dépenses militaires des pays d'Asie orientale (1990-2024)	p. 51
Les (dés)équilibres nucléaires en Asie : trois « triangles nucléaires » au prisme de la rivalité sino-américaine	p. 63
L'environnement stratégique et les partenariats de sécurité du Japon	p. 76
Les principales installations militaires japonaises dans l'archipel Nansei (situation début 2026)	p. 85
Principaux forums et organisations de l'Indo-Pacifique	p. 91
L'Asie du Sud-Est et ses multiples passages stratégiques	p. 97

Liste des principaux encadrés

La désoccidentalisation de l'Asie-Pacifique à l'aune de la rivalité sino-américaine (Juliette Bourdin)	p. 21
Vers une généralisation des régimes autoritaires en Asie ? (Eugénie Mérieau)	p. 32
Criminalité organisée : un défi pour la stabilité asiatique (Simon Menet)	p. 43
Les Philippines face aux pressions de la Chine (François-Xavier Bonnet)	p. 56
Le Vietnam au cœur de l'insécurité asiatique (Yves Duchère)	p. 68
Une nation en suspens : la Birmanie (Amaury Lorin)	p. 80
L'Indo-Pacifique et le multilatéralisme : structuration et recompositions de la coopération régionale (Thibault Fournol)	p. 90
L'Indonésie, un partenaire stratégique courtisé (Christine Cabasset)	p. 101
La Nouvelle-Calédonie, vitrine convoitée de la stratégie indo-pacifique de la France en Océanie (Marianne Péron-Doise)	p. 111